



## Avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2015-135

Version PDF

Ottawa, le 10 avril 2015

### **Appel aux observations sur la capacité du marché et la pertinence de publier un appel de demandes radio afin de desservir Edmonton (Alberta)**

*Le Conseil a reçu des demandes en vue d'obtenir des licences de radiodiffusion afin d'exploiter des nouvelles stations de radio commerciale pour desservir Edmonton (Alberta). Le Conseil sollicite des observations sur la capacité du marché et la pertinence de publier un appel de demandes radio afin de desservir Edmonton. Le Conseil encourage les personnes intéressées, y compris les demandeurs, à lui communiquer toute information supplémentaire dont il devrait tenir compte avant de rendre sa décision sur la pertinence de procéder à un appel de demandes.*

*La date butoir pour la réception des interventions est le **11 mai 2015**. Seules les parties qui déposent des interventions peuvent déposer une réplique à des questions soulevées au cours de la phase d'intervention. La date butoir pour le dépôt des répliques est le **21 mai 2015**.*

### **Historique**

1. Dans la politique réglementaire de radiodiffusion 2014-554, le Conseil a énoncé la procédure qu'il compte suivre pour publier des appels de demandes de licences de radiodiffusion afin d'exploiter des stations de radio. En vertu de cette procédure, une demande concernant une nouvelle station de radio, quelle que soit la taille du marché, entraînera généralement la publication d'un appel de demandes, sauf dans les cas suivants :
  - les projets n'ayant que peu ou pas d'incidence ou de potentiel commercial, y compris certaines demandes de stations de faible puissance;
  - les projets visant à offrir un premier service commercial dans un marché;
  - les projets de l'unique exploitant commercial d'un marché visant à améliorer le service dans ce marché, soit par une conversion de la bande AM à la bande FM, soit par l'exploitation d'une nouvelle station;
  - les projets destinés à fournir le premier service commercial dans l'autre langue officielle dans un marché ou à convertir la seule station dans l'autre langue officielle de la bande AM à la bande FM;
  - les projets de conversion de stations de la bande AM à la bande FM dans les marchés qui ont au plus deux exploitants de stations commerciales.

2. Le Conseil tiendra également compte de la disponibilité ou de la pénurie de spectre lorsqu'il examinera les demandes proposant d'utiliser l'une des dernières fréquences connues dans un marché donné. Ces demandes ne seront pas admissibles à l'une des exceptions à l'égard des appels de demandes.
3. Lors de la réception d'une demande qui ne correspond à aucune condition d'exception à la publication d'appels, le Conseil publiera un avis de consultation et sollicitera des observations sur la capacité du marché et sur la pertinence de publier un appel de demandes. Le Conseil publiera également les renseignements suivants dans l'avis de consultation : le nom du demandeur, le type de service proposé (commercial grand public ou spécialisé, communautaire, de campus, etc.), les paramètres techniques proposés (la fréquence, la bande et la puissance) et un échantillon des communautés principales incluses dans le périmètre de rayonnement principal de la station proposée.

### **Demandses pour desservir Edmonton**

4. Le Conseil annonce qu'il a reçu les demandes suivantes en vue d'obtenir des licences de radiodiffusion afin d'exploiter des nouvelles stations de radio commerciale pour desservir Edmonton (Alberta).

<b>Demandeur</b>	<b>Type de service</b>	<b>Paramètres techniques</b>
VMS Media Group Ltd.	Station de radio commerciale à caractère ethnique	106,5 MHz FM avec une puissance apparente rayonnée (PAR) moyenne de 2 100 watts (PAR maximale de 10 000 watts)
Neeti P. Ray, au nom d'une société devant être constituée	Station de radio commerciale à caractère ethnique	1 650 kHz AM avec une puissance d'émetteur de jour et de nuit de 10 000 watts
Antoine Karam, au nom d'une société devant être constituée	Station de radio commerciale à caractère ethnique	106,5 MHz FM avec une PAR moyenne de 1 822 watts (PAR maximale de 8 800 watts)
South Fraser Broadcasting Inc. <sup>1</sup>	Station de radio commerciale à caractère ethnique	580 kHz AM avec une puissance d'émetteur de jour et de nuit de 10 000 watts

<sup>1</sup> Dans l'avis de consultation de radiodiffusion 2013-663, le Conseil a annoncé qu'il étudierait, lors d'une audience publique tenue le 26 février 2013, une demande par South Fraser Broadcasting Inc. en vue d'exploiter une station de radio AM commerciale à caractère ethnique à Edmonton. Cependant, le Conseil a annoncé par la suite dans l'avis de consultation de radiodiffusion 2013-663-1 que la demande avait été retirée.

5. VMS Media Group Ltd. et Antoine Karam, au nom d'une société devant être constituée, ont proposé d'utiliser l'une des dernières fréquences FM connues disponible à Edmonton.

### **Appel aux observations**

6. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil sollicite des observations sur la capacité d'Edmonton à accueillir une nouvelle station et la pertinence de publier un appel de demandes pour de nouvelles stations de radio qui desserviraient ce marché. Le Conseil encourage les parties intéressées, y compris les demandeurs, à lui communiquer toute information supplémentaire dont il devrait tenir compte avant de rendre sa décision sur la pertinence de procéder à un appel de demandes.
7. L'information financière cumulative relative au marché radiophonique d'Edmonton est énoncée à l'annexe du présent avis.
8. Après réception des observations, le Conseil mènera une évaluation de la capacité du marché à accueillir une autre station, en tenant compte des données économiques et financières ainsi que des observations reçues au cours de la consultation publique.
9. Comme le mentionne la politique réglementaire de radiodiffusion 2014-554, le Conseil évaluera différents facteurs tels que la capacité du marché, la disponibilité ou la pénurie de fréquences et l'intérêt de desservir le marché, avant de prendre l'une des décisions suivantes :
  - publier la demande afin qu'elle soit examinée au cours de la phase sans comparution d'une audience publique;
  - publier un appel de demandes;
  - déterminer que le marché ne peut pas accueillir une autre station et ensuite retourner la demande et rendre une décision énonçant ses conclusions.

### **Procédure**

10. Les *Règles de pratique et de procédure du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes* (les Règles de procédure) s'appliquent à la présente instance. Les Règles de procédure établissent, entre autres choses, les règles concernant le contenu, le format, le dépôt et la signification des interventions, des répliques et des réponses des intimés et des demandes de renseignements; la procédure de dépôt d'information confidentielle et des demandes de divulgation; et le déroulement des audiences publiques. Par conséquent, la procédure établie ci-dessous doit être lue en parallèle avec les Règles de procédure et les documents afférents, qui sont disponibles sur le site web du Conseil sous la rubrique « Lois et règlements ». Les *Lignes directrices à l'égard des Règles de pratique et de procédure du CRTC*, établies dans le bulletin d'information de radiodiffusion et de télécom 2010-959, offrent des renseignements afin d'aider les personnes intéressées et les parties à bien

comprendre les Règles de procédure afin qu'elles puissent participer plus efficacement aux instances du Conseil.

11. Le Conseil sollicite des interventions à l'égard des enjeux et questions énoncés ci-dessus. Le Conseil acceptera les interventions reçues au plus tard le **11 mai 2015**. Seules les parties qui ont déposé une intervention peuvent déposer une réplique quant à des questions soulevées au cours de la période d'intervention. La date butoir pour le dépôt des répliques est le **21 mai 2015**.
12. Le Conseil encourage les intéressés et les parties à examiner le contenu du dossier public de la présente instance sur le site web du Conseil pour tout renseignement additionnel qu'ils pourraient juger utile à la préparation de leurs mémoires.
13. Les mémoires de plus de cinq pages devraient inclure un résumé. Chaque paragraphe des mémoires devrait être numéroté. La mention **\*\*\*Fin du document\*\*\*** devrait également être ajoutée après le dernier paragraphe du mémoire. Cela permettra au Conseil de s'assurer que le document n'a pas été détérioré lors de la transmission par voie électronique.
14. Les mémoires doivent être déposés auprès du Secrétaire général du Conseil selon **une seule** des façons suivantes :

**en remplissant le**

**[\[Formulaire d'intervention/observation/réponse\]](#)**

ou

**par la poste à l'adresse**

CRTC, Ottawa (Ontario) K1A 0N2

ou

**par télécopieur au numéro**

819-994-0218

15. Les parties qui envoient des documents par voie électronique doivent s'assurer de pouvoir prouver au Conseil, sur demande, le dépôt ou la signification d'un document en particulier. Par conséquent, elles doivent conserver la preuve de l'envoi et de la réception d'un document pour une période de 180 jours à compter de la date du dépôt du document. Le Conseil recommande aux parties qui déposent un document et en signifient copie par voie électronique de se montrer prudentes lors de la signification de documents par courriel, car la preuve de la signification peut être difficile à faire.
16. Conformément aux Règles de procédure, un document doit être déposé auprès du Conseil et des parties concernées au plus tard à 17 h, heure de Vancouver (20 h, heure d'Ottawa) à la date d'échéance. Les parties sont tenues de veiller à ce que leur mémoire soit déposé en temps opportun et ne seront pas informées si leur mémoire est reçu après la date limite. Les mémoires déposés en retard, y compris en cas de

retard causé par la poste, ne seront pas pris en compte par le Conseil et ne seront pas versés au dossier public.

17. Le Conseil n'accusera pas officiellement réception des mémoires. Il en tiendra toutefois pleinement compte et les versera au dossier public de l'instance, pourvu que la procédure de dépôt énoncée ci-dessous ait été suivie.

### **Avis important**

18. Tous les renseignements fournis par les parties dans le cadre de ce processus public, sauf ceux désignés confidentiels, qu'ils soient envoyés par la poste, par télécopieur, par courriel ou au moyen du site web du Conseil à l'adresse [www.crtc.gc.ca](http://www.crtc.gc.ca), seront versés à un dossier public et affichés sur le site web du Conseil. Ces renseignements comprennent les renseignements personnels, tels le nom complet, l'adresse électronique, l'adresse postale et les numéros de téléphone et de télécopieur, ainsi que tout autre renseignement personnel fourni.
19. Les renseignements personnels fournis par les parties peuvent être divulgués et seront utilisés aux fins auxquelles ils ont été recueillis ou compilés par le Conseil, ou pour un usage qui est compatible avec ces fins.
20. Les documents reçus en version électronique ou autrement sont affichés intégralement sur le site web du Conseil, tels qu'ils ont été reçus, y compris tous les renseignements personnels qu'ils contiennent, dans la langue officielle et le format dans lesquels ils sont reçus. Les documents qui ne sont pas reçus en version électronique sont affichés en version PDF.
21. Les renseignements fournis au Conseil par les parties dans le cadre de ce processus public sont déposés dans une base de données impropre à la recherche et réservée exclusivement à ce processus public. Cette base de données ne peut être consultée qu'à partir de la page web de ce processus public. Par conséquent, une recherche généralisée du site web du Conseil, à l'aide de son moteur de recherche ou de tout autre moteur de recherche, ne permettra pas d'accéder directement aux renseignements fournis dans le cadre de ce processus public.

### **Disponibilité des documents**

22. On peut consulter sur le site web du Conseil, [www.crtc.gc.ca](http://www.crtc.gc.ca), les versions électroniques des interventions et des autres documents dont il est question dans le présent avis, en visitant la section « Participer », en sélectionnant « Soumettre des idées et des commentaires » et en sélectionnant « les instances en période d'observations ouverte ». On peut accéder aux documents en cliquant sur les liens associés au présent avis dans les colonnes « Sujet » et « Documents connexes ».
23. Les documents peuvent également être consultés, sur demande, aux bureaux du Conseil pendant les heures normales de bureau.

## **Bureaux du Conseil**

Tél. sans frais : 1-877-249-2782  
ATS sans frais : 1-877-909-2782

Les Terrasses de la Chaudière  
Édifice central  
1, promenade du Portage, pièce 206  
Gatineau (Québec)  
J8X 4B1  
Tél. : 819-997-2429  
Télécopieur : 819-994-0218

## ***Bureaux régionaux***

### **Nouvelle-Écosse**

Place Metropolitan  
99 Wyse Road  
Bureau 1410  
Dartmouth (Nouvelle-Écosse)  
B3A 4S5  
Tél. : 902-426-7997  
Télécopieur : 902-426-2721

### **Québec**

505, boul. de Maisonneuve Ouest  
Bureau 205  
Montréal (Québec)  
H3A 3C2  
Tél. : 514-283-6607

### **Ontario**

55, avenue St. Clair Est  
Bureau 624  
Toronto (Ontario)  
M4T 1M2  
Tél. : 416-952-9096

### **Manitoba**

360, rue Main  
Bureau 970  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 3Z3  
Tél. : 204-983-6306  
Télécopieur : 204-983-6317

## **Saskatchewan**

403 – 1975, rue Scarth  
Regina (Saskatchewan)  
S4P 2H1  
Tél. : 306-780-3422  
Télécopieur : 306-780-3319

## **Alberta**

200 – 4<sup>th</sup> Avenue South-East  
Bureau 574  
Calgary (Alberta)  
T2G 4X3  
Tél. : 403-292-6660  
Télécopieur : 403-292-6686

## **Colombie-Britannique**

858, rue Beatty  
Bureau 290  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6B 1C1  
Tél. : 604-666-2111  
Télécopieur : 604-666-8322

Secrétaire général

## **Documents connexes**

- *Révision ciblée des politiques relatives au secteur de la radio commerciale*, politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2014-554, 28 octobre 2014
- *Avis d'audience*, avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2013-663, 9 décembre 2013, tel que modifié par l'avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2013-663-1, 14 février 2014
- *Lignes directrices à l'égard des Règles de pratique et de procédure du CRTC*, bulletin d'information de radiodiffusion et de télécom CRTC 2010-959, 23 décembre 2010

## Annexe à l'avis de consultation de radiodiffusion CRTC 2015-135

### Information financière cumulative relative au marché radiophonique d'Edmonton (années de radiodiffusion 2010-2014)

#### Revenus

Année	2010	2011	Var	2012	Var	2013	Var	2014	Var	TCAC
<b>Unités rapportées</b>	18	19	s.o.	19	s.o.	19	s.o.	19	s.o.	s.o.
<b>Ventes de publicité locale</b>	61 504 692 \$	62 600 302 \$	1,78 %	62 842 671 \$	0,39 %	63 121 264 \$	0,44 %	62 907 330 \$	-0,34 %	0,6 %
<b>Vente de publicité nationale</b>	18 702 609 \$	23 595 917 \$	26,16 %	26 072 807 \$	10,50 %	29 685 274 \$	13,86 %	28 761 574 \$	-3,11 %	11,4 %
<b>Ventes de droits de diffusion</b>	37 217 \$	391 866 \$	952,92 %	366 826 \$	-6,39 %	19 871 \$	-94,58 %	112 668 \$	467 %	31,9 %
<b>Subventions publiques</b>	0	0	s.o.	0	s.o.	0	s.o.	0	s.o.	s.o.
<b>Autres</b>	1 432 100 \$	1 457 382 \$	1,77 %	1 755 035 \$	20,42 %	1 252 385 \$	-28,64 %	1 323 912 \$	5,71 %	s.o.
<b>Revenus totaux</b>	<b>81 676 618 \$</b>	<b>88 045 467 \$</b>	<b>7,80 %</b>	<b>91 037 339 \$</b>	<b>3,40 %</b>	<b>94 078 794 \$</b>	<b>3,34 %</b>	<b>93 105 484 \$</b>	<b>-1,03 %</b>	<b>3,3 %</b>

#### Dépenses d'exploitation

Année	2010	2011	Var	2012	Var	2013	Var	2014	Var	TCAC
<b>Programmation et production</b>	24 614 287 \$	25 894 755 \$	5,20 %	27 700 602 \$	6,97 %	27 532 395 \$	-0,61 %	28 073 070 \$	1,96 %	3,3 %
<b>Services techniques</b>	2 239 432 \$	2 816 225 \$	25,76 %	2 903 276 \$	3,09 %	2 841 608 \$	-2,12 %	2 875 063 \$	1,18 %	6,5 %
<b>Ventes et promotion</b>	22 415 205 \$	25 649 063 \$	14,43 %	24 384 189 \$	-4,93 %	23 211 598 \$	-4,81 %	23 675 104 \$	2 %	1,4 %
<b>Administration et frais généraux</b>	14 732 464 \$	15 614 568 \$	5,99 %	13 850 846 \$	-11,30 %	14 236 811 \$	2,79 %	14 868 948 \$	4,44 %	0,2 %
<b>Dépenses totales</b>	<b>64 001 388 \$</b>	<b>69 974 611 \$</b>	<b>9,33 %</b>	<b>68 838 913 \$</b>	<b>-1,62 %</b>	<b>67 822 412 \$</b>	<b>-1,48 %</b>	<b>69 492 185 \$</b>	<b>2,46 %</b>	<b>2,1 %</b>



## Performance

Année	2010	2011	Var	2012	Var	2013	Var	2014	Var	TCAC
<b>Bénéfice (perte) d'exploitation</b>	17 675 230 \$	18 070 856 \$	s.o.	22 198 426 \$	s.o.	26 256 382 \$	s.o.	23 613 299 \$	s.o.	s.o.
<b>Amortissement</b>	3 110 008 \$	2 507 892 \$	-19,36 %	2 514 529 \$	0,26 %	2 143 666 \$	-14,75 %	2 695 859 \$	25,76 %	-3,5 %
<b>B.A.I.I.</b>	<b>14 565 222 \$</b>	<b>15 562 964 \$</b>	s.o.	<b>19 683 897 \$</b>	s.o.	<b>24 112 716 \$</b>	s.o.	<b>20 917 440 \$</b>	s.o.	s.o.
<b>Intérêts versés</b>	670 896 \$	1 192 974 \$	77,82 %	1 060 240 \$	-11,13 %	1 010 268 \$	-4,71 %	1 126 805 \$	11,54 %	s.o.
<b>Ajustements - gain (perte)</b>	-30 865 654 \$	3 255 108 \$	s.o.	7 002 226 \$	s.o.	-1 093 516 \$	s.o.	4 766 271 \$	s.o.	s.o.
<b>Bénéfice (perte) net avant impôts</b>	<b>-16 971 328 \$</b>	<b>17 625 098 \$</b>	s.o.	<b>25 625 883 \$</b>	s.o.	<b>22 008 932 \$</b>	s.o.	<b>24 556 906 \$</b>	s.o.	s.o.

## Programmation et production

Année	2010	2011	Var	2012	Var	2013	Var	2014	Var	TCAC
<b>Pourcentage des dépenses totales</b>	38,5 %	37 %	s.o.	40,2 %	s.o.	40,6 %	s.o.	40,4 %	s.o.	s.o.
<b>Pourcentage des revenus totaux</b>	30,1 %	29,4 %	s.o.	30,4 %	s.o.	29,3 %	s.o.	30,2 %	s.o.	s.o.

## Rendement

Année	2010	2011	Var	2012	Var	2013	Var	2014	Var	TCAC
<b>Revenus d'exploitation</b>	21,6 %	20,5 %	s.o.	24,4 %	s.o.	27,9 %	s.o.	25,4 %	s.o.	s.o.
<b>Marge B.A.I.I.</b>	17,8 %	17,7 %	s.o.	21,6 %	s.o.	25,6 %	s.o.	22,5 %	s.o.	s.o.
<b>Marge avant impôts</b>	-20,8 %	20 %	s.o.	28,1 %	s.o.	23,4 %	s.o.	26,4 %	s.o.	s.o.